

Rapport sur l'enquête mondiale

#NextStrategy

Synthèse

Amnesty International œuvre actuellement à élaborer sa prochaine stratégie (#NextStrategy), en veillant à ce qu'elle soit durable et souple et qu'elle favorise la réactivité, afin de pouvoir suivre l'évolution rapide de la situation en matière de droits humains. L'organisation cherche à obtenir des réponses à cinq grandes questions (voir détails plus bas). Pour cela, elle a choisi de lancer une enquête mondiale en ligne, ouverte à tous et toutes. Les sondé-e-s étaient invité-e-s à répondre à **titre individuel** et non pas au nom d'une autre organisation ou entreprise.

Que signifient ces résultats pour la nouvelle stratégie ?

Les résultats de cette enquête serviront à compléter les discussions et processus internes, de même que les contributions plus formelles des partenaires externes et des sections nationales d'Amnesty à travers le monde. La structure de l'enquête et notre logiciel (Pol.is) nous ont permis d'identifier les principaux points de consensus et les questions plus sensibles, qui recueillent autant d'avis favorables que défavorables. Les points de **consensus** qui émergent de l'enquête donnent les directions suivantes : discuter davantage avec **les écoles et les communautés locales**, mettre au point **des programmes conjoints** avec nos partenaires en vue de réaliser un changement, envisager **des partenariats inhabituels**, et améliorer **l'accessibilité de notre travail**. En outre, la qualité de nos **recherches** doit demeurer une priorité dans notre travail.

D'un autre côté, les idées suivantes sont controversées : **travailler davantage avec des partis politiques**, se concentrer sur **les prisonniers et prisonnières d'opinion**, **soutenir les mouvements citoyens** au travers de ressources et d'infrastructures, avoir des **quotas** de personnes issues de groupes marginalisés dans les structures de direction, **engager moins de titulaires d'un master**, et réduire le travail **sur les conflits/crises humanitaires**. Par ailleurs, le degré de priorité à accorder au **changement climatique** fait également débat.

Notre évaluation qualitative des résultats pour toutes les questions fait apparaître quatre points essentiels :

1. Le **caractère crucial du travail de recherche d'Amnesty** fait largement consensus ;
2. Amnesty devrait **investir dans l'éducation aux droits humains et le renforcement des capacités** pour toucher de nouveaux publics ;
3. Amnesty devrait étudier comment rendre son **langage** (et ses communications en général) plus ouvert et accessible, de façon à ce qu'il résonne mieux auprès du public ;
4. Le **changement climatique** est un sujet qui revient très souvent dans toutes les discussions. Même s'il est clair qu'il s'agit d'une importante question d'actualité, le degré de priorité qu'Amnesty devrait lui accorder ne fait pas consensus.

Nous devons encore nous pencher sur certains points clés dans le reste des résultats, ce que nous ferons en examinant les autres contributions reçues pour élaborer la nouvelle stratégie d'Amnesty International.



Sommaire

Synthèse.....	1
Méthodologie.....	3
Les sondé·e·s.....	4
Sur quoi sommes-nous d'accord ?.....	6
Sur quoi ne sommes-nous pas d'accord ?.....	7
Annexe : Analyse par grande question.....	8
1. Influencer et déstabiliser le pouvoir.....	8
2. Changer les discours et les mentalités.....	10
3. Un mouvement et des partenariats plus forts.....	12
4. Accroître la diversité et l'intégration.....	13
5. La valeur ajoutée d'Amnesty International.....	15
Annexe. Rapports automatisés de Pol.is.....	18
Annexe. Vote sur l'enquête lors de l'Assemblée mondiale 2019.....	18

Programme Stratégie mondiale et impact

Août 2019

Méthodologie

Un outil participatif en ligne permettant de partager des idées (*Pol.is*) a été utilisé pour collecter les retours formulés librement par le public. Celui-ci associe des aspects d'une enquête traditionnelle, une section commentaires et un système de vote dans une seule et même application. Les gens pouvaient participer :

- En soumettant leurs propres affirmations/idées (dans la langue de leur choix) ;
- En s'exprimant sur les affirmations des autres (d'accord, pas d'accord, pas d'avis).

Les réponses à l'enquête étaient automatiquement traduites dans la langue configurée dans le navigateur de l'utilisateur/trice, mais la page d'accès était disponible uniquement en anglais, français, espagnol, arabe, chinois simplifié et ourdou.

La plateforme lance des analyses statistiques des tendances de vote des participant-e-s, créant ainsi des groupes d'opinion et mettant en avant les affirmations faisant **consensus**.

Elle permet aussi d'identifier les affirmations les plus **controversées** (autant de personnes qui approuvent et qui désapprouvent), comme le montre l'exemple ci-dessous (image 2), où l'on voit deux groupes d'opinion (A et B), automatiquement générés sur la base des tendances de vote similaires des participant-e-s sur l'ensemble des affirmations – ce qui signifie que tel groupe a globalement le même avis sur les différentes affirmations formulées. Au total, 554 personnes ont vu l'affirmation ci-dessous. Quelque 383 d'entre elles se sont exprimées à ce sujet, dont 42 % étaient d'accord, 31 % pas d'accord et 26 % n'avaient pas d'avis. Il faut noter que les participant-e-s ne votent pas sur chaque affirmation, tout dépend du temps qu'ils/elles consacrent à l'enquête.

Improving diversity and inclusion

Welcome to a new kind of conversation - vote on other people's statements.

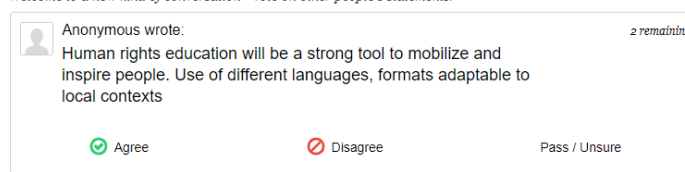


Image 1 – Exemple de vote sur Pol.is

STATEMENT	OVERALL 554	A 202	B 352
9 Amnesty should stop talking about problems and propose bold alternatives for future political, social, and economic systems.	 42% 31% 26% (383)	 83% 2% 13% (162)	 11% 52% 36% (221)

Image 2 – Exemple d'affirmation avec votes et groupes d'opinion

L'enquête était ouverte du 6 mai au 24 juin 2019, et totalement anonyme. Afin d'éviter tout doublon et toute affirmation offensante, les membres du Programme Stratégie mondiale et impact du Secrétariat international d'Amnesty International ont rempli la fonction de modérateur/trice.

Étant donné que nous cherchions à obtenir des réponses à cinq grandes questions, nous avons créé cinq sondages distincts en laissant les gens choisir auxquels participer, afin qu'ils puissent contribuer aux sujets qui les intéressaient le plus. Pour cette raison et au vu de l'échelle de l'enquête, les modérateurs/trices ont mis en ligne un maximum de 250 affirmations par question. Les participant-e-s pouvaient ensuite s'exprimer uniquement sur les affirmations proposées, plutôt que d'en soumettre de nouvelles.

Les grandes questions

Afin d'orienter le processus d'élaboration de la nouvelle stratégie, cinq grandes questions ont été posées en vue d'obtenir des idées, de connaître les éventuelles objections et de trouver des solutions. Ces questions constituaient la base de l'enquête mondiale. Les voici :

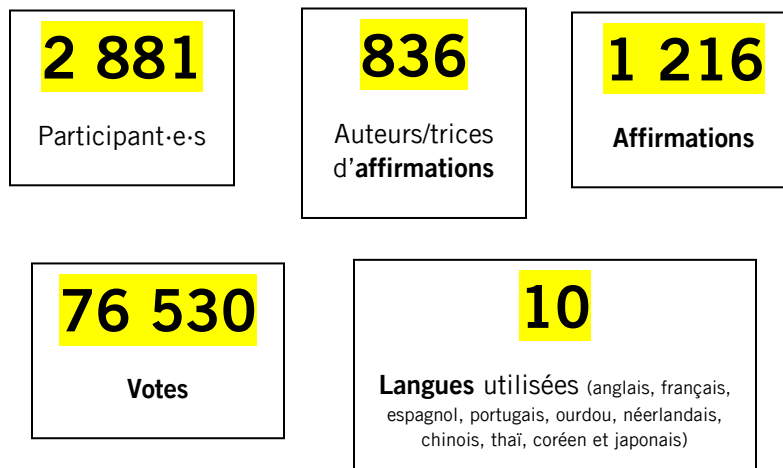
1. Comment Amnesty devrait influencer ou contrecarrer le pouvoir ?
2. Comment Amnesty peut changer les discours et les mentalités ?
3. Comment Amnesty peut renforcer son mouvement et devenir un meilleur partenaire ?
4. Comment Amnesty peut devenir plus diversifiée et ouverte ?
5. Quelle devrait être la valeur ajoutée d'Amnesty ?



Image 3 – Les grandes questions

Les sondé·e·s

Comme mentionné plus haut, à chaque grande question correspondait un lien vers une enquête dédiée, afin que les participant·e·s puissent choisir celle(s) qui les intéressai(en)t le plus. Voici ce que nous pouvons dire sur la participation dans son ensemble :

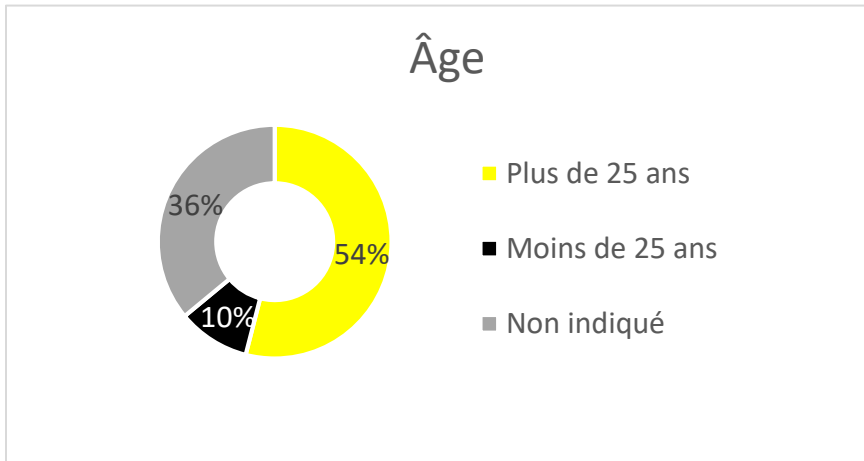


Cette enquête étant publique et anonyme, nous n'avons pas pu collecter de données démographiques, à part celles obtenues en demandant aux participant·e·s de confirmer ou non les affirmations suivantes :

- J'ai moins de 25 ans.
- Je viens du Nord mondial.
- Je viens du Sud mondial.
- Je contribue aux activités d'Amnesty International (membre, bénévole, membre du personnel...).

Les réponses ainsi données nous ont permis d'avoir une idée des publics touchés.

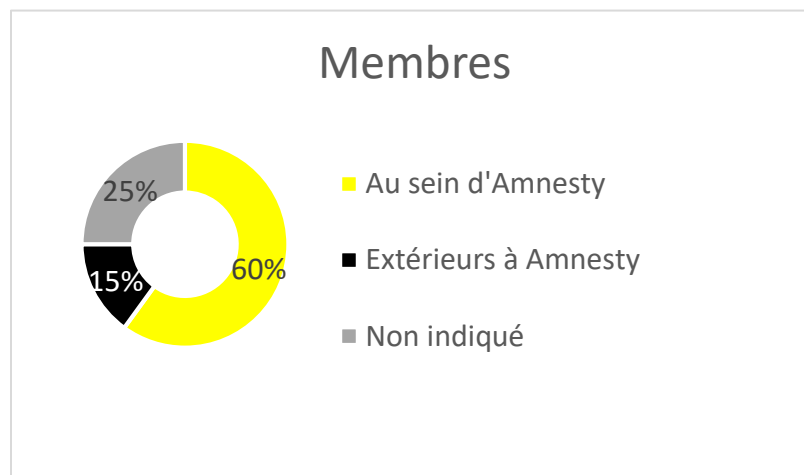
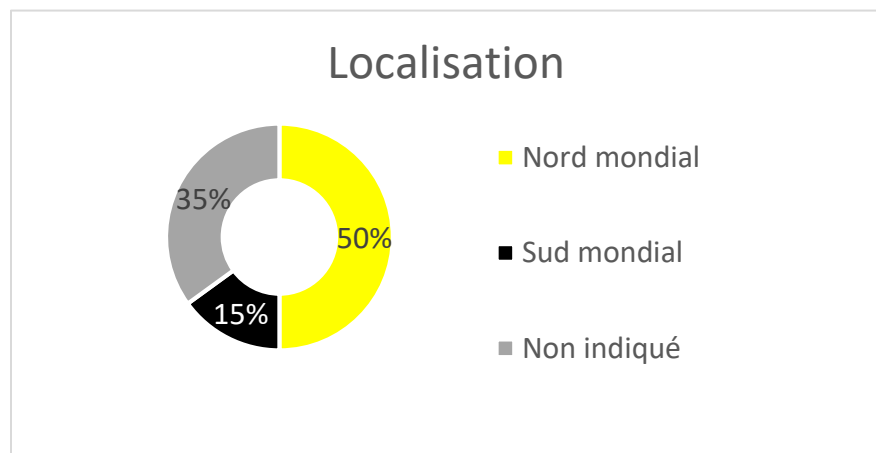
Âge



La majorité des sondé-e-s (54 %, 1 555 personnes) avait plus de 25 ans. Quelque 10 % (288 personnes) se sont identifié-e-s comme ayant moins de 25 ans. Le reste (36 %, 1 037 personnes) n'a pas répondu.

Localisation

La moitié des participant-e-s se sont identifié-e-s comme venant du Nord mondial (1 440 personnes), tandis qu'une plus petite portion (15 %, 432 personnes) a indiqué venir du Sud mondial. Quelque 1 008 personnes (35 %) n'ont pas répondu. Plusieurs personnes ont évoqué une certaine confusion quant à l'emploi de termes comme Nord et Sud mondial, ce qui pourrait expliquer pourquoi ce dernier taux est aussi élevé.



Membres

Comme prévu, la majorité des participant-e-s (60 %, 1 728 personnes) faisaient partie du mouvement Amnesty (membres du personnel, bénévoles, membres...). Quelque 15 % (432 personnes) étaient extérieurs au mouvement et 720 personnes (25 %) n'ont pas répondu.

Sur quoi sommes-nous d'accord ?

Sur la base des cinq questions, nous avons établi de nombreux **points de consensus**. Certaines affirmations ont été plébiscitées par la majorité des participant-e-s (au moins 70 %). Voici les principaux points de consensus :

- Dire la vérité devant les puissants
- Être transparent
- Être bien informé
- Discuter avec les écoles/communautés locales
- Établir un programme conjoint pour obtenir un impact collectif
- Informer les membres de l'impact obtenu
- Explorer les partenariats inhabituels
- Former le personnel aux questions d'intégration et de diversité
- Rendre les recherches et autres contenus plus accessibles
- Définir le travail de recherche comme la valeur ajoutée d'Amnesty
- Collaborer avec des organisations de la société civile locales dans le cadre de nos recherches
- Ne pas cesser le travail sur les personnes en danger

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des affirmations proposées dans le cadre de l'enquête.

Grande question	Affirmation	Statistiques
<i>Influencer et déstabiliser le pouvoir</i>	Amnesty devrait continuer de dire la vérité devant les puissants et défier les régimes autoritaires.	81 % d'accord, 1 % pas d'accord, 17 % sans avis
	La transparence est essentielle pour déstabiliser les malfaiteurs.	70 % d'accord, 2 % pas d'accord, 27 % sans avis
<i>Changer les discours et les mentalités</i>	Amnesty devrait toujours être correcte et bien renseignée , ne pas tomber dans les fausses informations et les discours populistes faciles destinés à émouvoir.	81 % d'accord, 1 % pas d'accord, 17 % sans avis
	Amnesty devrait discuter avec les écoles et les communautés locales, se servir des récits , notamment de changement, pour montrer ce qui marche.	87 % d'accord, 2 % pas d'accord, 10 % sans avis
<i>Un mouvement et des partenariats plus forts</i>	Amnesty devrait établir un programme conjoint avec d'autres organisations afin d'identifier et de réaliser des objectifs communs (impact collectif).	74 % d'accord, 3 % pas d'accord, 21 % sans avis
	Amnesty devrait faire connaître son impact aux membres ou les impliquer dans l'analyse.	72 % d'accord, 1 % pas d'accord, 25 % sans avis
	Amnesty devrait envisager des partenariats avec des organisations non traditionnelles de défense des droits humains – syndicats, groupes environnementaux – sans que cela nuise à nos missions clés et à la marque.	70 % d'accord, 4 % pas d'accord, 24 % sans avis
<i>Une diversité et une</i>	Le personnel devrait suivre une formation obligatoire sur l'intégration et la diversité , y compris pour apprendre à respecter les différences culturelles et la neurodiversité.	72 % d'accord, 7 % pas d'accord, 19 % sans avis

<i>intégration accrues</i>	Amnesty devrait rendre ses recherches plus accessibles à des personnes présentant des degrés d'éducation variés.	78 % d'accord, 3 % pas d'accord, 17 % sans avis
	Les contenus et le langage utilisés par Amnesty doivent être pleinement compréhensibles , surtout par ceux qui n'ont pas accès à Internet.	71 % d'accord, 4 % pas d'accord, 24 % sans avis
<i>Valeur ajoutée d'Amnesty</i>	La valeur ajoutée d'Amnesty repose sur son travail de recherche indépendant, apolitique et solide sur les violations des droits humains à travers le monde.	80 % d'accord, 4 % pas d'accord, 15 % sans avis
	Amnesty devrait mener des recherches pour dévoiler des atteintes aux droits humains en collaboration avec des organisations de la société civile locales.	80 % d'accord, 4 % pas d'accord, 15 % sans avis
	Amnesty ne devrait jamais cesser de travailler au nom des personnes en danger . Ces histoires personnelles sont la source de motivation de notre base.	82 % d'accord, 4 % pas d'accord, 13 % sans avis

Sur quoi ne sommes-nous pas d'accord ?

Cette partie expose les principaux **points de désaccord** qui émergent de l'enquête mondiale, c'est-à-dire les affirmations qui ont obtenu autant de votes pour, contre et sans avis – soit environ 30 % pour chaque catégorie, avec une marge de 20 %. Pour résumer, nous avons globalement identifié 13 principaux points¹ de désaccord dans les cinq grandes questions.

- Travailler avec les partis politiques
- Créer de nouvelles institutions mondiales démocratiques
- Modifier notre façon de parler des droits humains
- Communiquer en mettant l'accent sur les solutions plutôt que sur les problèmes
- Se concentrer sur les prisonniers d'opinion
- La possibilité pour les membres de lancer leurs propres campagnes
- Soutenir les mouvements citoyens
- Avoir des quotas de personnes issues de groupes marginalisés au sein des groupes exécutifs et de la direction d'Amnesty
- Être plus humble en tant qu'organisation
- Embaucher moins de titulaires d'un master
- Se pencher moins sur les conflits/crises humanitaires et travailler davantage à long terme sur leurs causes profondes
- Se concentrer sur le changement climatique
- Condamner les entreprises

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de chaque affirmation controversée proposée dans le cadre de l'enquête.

Grande question	Affirmation	Statistiques
<i>Influencer et déstabiliser le pouvoir</i>	Amnesty devrait créer de nouvelles institutions mondiales démocratiques contrôlées directement par le peuple.	20 % d'accord, 47 % pas d'accord, 31 % sans avis
	Amnesty devrait travailler avec des partis politiques comme elle le fait avec d'autres organisations : en collaborant dans certains domaines uniquement.	23 % d'accord, 39 % pas d'accord, 37 % sans avis

¹ Ce nombre n'est pas représentatif des affirmations les plus controversées, qui variaient en fonction des questions.

Changer les discours et les mentalités	Le concept de droits humains est daté. Un nouveau langage est nécessaire pour faire face aux réalités actuelles.	29 % d'accord, 44 % pas d'accord, 26 % sans avis
	Amnesty devrait cesser de parler des problèmes et proposer des solutions alternatives audacieuses pour les futurs systèmes politiques, sociaux et économiques.	42 % d'accord, 31 % pas d'accord, 26 % sans avis
Un mouvement et des partenariats plus forts	Amnesty devrait se concentrer sur sa thématique première : les prisonniers et prisonnières d'opinion .	32 % d'accord, 35 % pas d'accord, 32 % sans avis
	Les membres d'Amnesty devraient pouvoir lancer de manière indépendante des campagnes et des actions qui sont pertinentes dans leur contexte local.	42 % d'accord, 28 % pas d'accord, 29 % sans avis
	Amnesty devrait prendre du recul et utiliser des ressources pour soutenir et créer d'autres mouvements citoyens, au travers du transfert de compétences, de ressources et d'infrastructures.	40 % d'accord, 23 % pas d'accord, 35 % sans avis
Une diversité et une intégration accrues	Amnesty devrait avoir des quotas permettant de garantir la participation de personnes issues de groupes marginalisés et de minorités au sein de ses organes exécutifs et de ses structures de direction.	52 % d'accord, 22 % pas d'accord, 25 % sans avis
	Amnesty devrait être plus humble . Se présenter comme la plus prestigieuse organisation de défense des droits humains n'est pas forcément une bonne chose.	38 % d'accord, 27 % pas d'accord, 33 % sans avis
	Amnesty devrait embaucher moins de titulaires d'un master et plus de personnes ayant une expérience militante sur le terrain.	48 % d'accord, 21 % pas d'accord, 29 % sans avis
Valeur ajoutée d'Amnesty	Amnesty devrait travailler moins sur les conflits et les crises humanitaires et se concentrer davantage sur les problématiques à long terme qui alimentent les conflits et les flux migratoires – changement climatique, discrimination, inégalités économiques.	40 % d'accord, 39 % pas d'accord, 20 % sans avis
	Amnesty devrait se concentrer sur le changement climatique car elle ne pourra pas se battre pour les droits humains à travers le monde s'il n'y a plus de planète.	40 % d'accord, 36 % pas d'accord, 23 % sans avis
	Le dérèglement climatique est une priorité absolue. Une vision systémique des conséquences sociales constitue la valeur ajoutée d'Amnesty.	46 % d'accord, 24 % pas d'accord, 29 % sans avis
	Amnesty devrait condamner publiquement les entreprises et les personnes fortunées qui font d'énormes profits sans contribuer équitablement à l'impôt.	45 % d'accord, 27 % pas d'accord, 27 % sans avis

Annexe : Analyse par grande question

1. Influencer et déstabiliser le pouvoir

9 381
Votes

206
Affirmations

L'une des questions posées dans l'enquête était : **Comment Amnesty International devrait influencer ou contrecarrer le pouvoir ?** Cette discussion a enregistré 398 participant-e-s et 9 381 votes sur 206 affirmations distinctes. Ce sujet comprenait des questions comme : *Comment Amnesty peut susciter des changements permettant de combattre les causes profondes de l'injustice ? Quel-le-s détenteur/s/trices*

du pouvoir Amnesty devrait prendre pour cible ? Comment ? Les sondé-e-s étaient invité-e-s à laisser des commentaires.

Thèmes majeurs

Trois thèmes majeurs émergent lorsqu'on recoupe les différentes affirmations :

1. Influencer les entreprises, les institutions financières ou les personnes fortunées et puissantes
2. Travailler avec les gouvernements ou être (politiquement) indépendant
3. Organiser des manifestations et des actions perturbatrices.

Groupes d'opinion

Deux groupes d'opinion bien distincts se sont formés sur cette question, entre d'un côté les participant-e-s qui acceptaient de **travailler avec les partis politiques**, et de l'autre celles et ceux qui refusaient cette option. En fonction de leur avis sur la question, les gens votaient selon la même tendance sur les autres affirmations. Le groupe d'opinion A (57 participant-e-s) était d'accord sur le besoin de travailler avec des partis politiques, tandis que l'autre groupe d'opinion (B), qui comprenait 190 participant-e-s, désapprouvait cette idée. Les autres participant-e-s n'ont pas pu être classé-e-s dans l'un de ces groupes.

Points de consensus

L'affirmation la plus plébiscitée quant à la manière pour Amnesty d'influencer ou de contrecarrer le pouvoir était « *Continuer de dire la vérité devant les puissants et défier les régimes autoritaires* ». Quelque 111 personnes se sont exprimées sur cette affirmation, avec 81 % d'accord, 1 % pas d'accord et 17 % sans avis. Autre affirmation largement approuvée : « *La transparence est essentielle pour déstabiliser les malfaiteurs* ». Celle-ci a enregistré 122 votes, dont 70 % d'accord, 2 % pas d'accord et 27 % sans avis.

En revanche, la majorité des participant-e-s a désapprouvé deux affirmations sur le même thème. La première était « *Amnesty devrait choisir son camp. S'opposer formellement aux États ou aux entreprises, ou travailler main dans la main avec eux/elles. Abandonner le terrain d'entente* ». Quelque 91 personnes se sont exprimées sur cette affirmation, dont 12 % d'accord, 57 % pas d'accord et 30 % sans avis. La seconde était « *Amnesty devrait cesser de se concentrer sur les cas individuels car cela n'a que peu d'impact* ». Sur les 113 votant-e-s, 14 % étaient d'accord, 58 % pas d'accord et 27 % sans avis.

Points de désaccord

Pour cette conversation, l'affirmation la plus controversée était : « *Amnesty devrait créer de nouvelles institutions mondiales démocratiques contrôlées directement par le peuple.* » Comme le montre l'image ci-dessous, 144 personnes se sont exprimées par vote sur cette affirmation. Parmi elles, 47 % n'y étaient pas favorables, 20 % étaient d'accord et 31 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

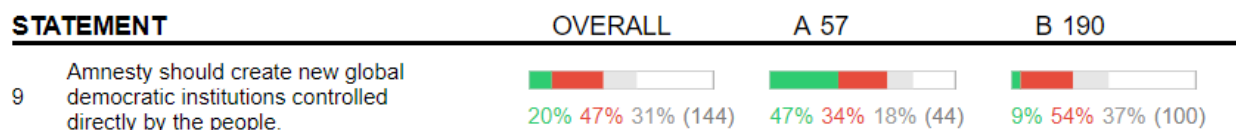


Figure 4 : affirmation la plus controversée en réponse à la question « influencer et interpeller le pouvoir », avec deux groupes d'opinion (A, B)

AFFIRMATION	TOTAL	A 57	B 190
Amnesty devrait créer de nouvelles institutions mondiales démocratiques contrôlées directement par le peuple.	20 % 47 % 31 % (144)	47 % 34 % 18 % (44)	9 % 54 % 37 % (100)

Un autre point de désaccord portait sur l'affirmation : « *Amnesty devrait travailler avec des **partis politiques** comme elle le fait avec d'autres organisations : en collaborant dans certains domaines uniquement.* » Sur les 99 voix recueillies, 39 % des participant-e-s n'étaient pas d'accord avec cette affirmation, 23 % étaient d'accord et 37 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s.

2. Changer les discours et les mentalités

21 615

voix exprimées

263

affirmations
formulées

Sur l'ensemble de l'enquête mondiale, la question qui a suscité le plus de réactions était : **comment Amnesty International peut-elle changer les discours et les mentalités ?** Elle a rassemblé 862 participant-e-s, qui ont voté 21 615 fois et formulé 263 affirmations. Les participant-e-s ont été invité-e-s à y répondre, ainsi qu'aux questions suivantes : *comment des organisations comme Amnesty International peuvent-elles faire évoluer les discours qui alimentent la discrimination, les inégalités et les conflits (dans les médias ou dans la société) ? Comment Amnesty International peut-elle encourager les gens à se rassembler en solidarité autour d'une vision de la dignité et de la justice pour l'avenir ?*

Principaux thèmes

En regroupant toutes les affirmations par thèmes, les trois thèmes suivants émergent :

1. Faire évoluer la langue utilisée et le message transmis (langue juridique, jargon, formulations fondées sur l'espoir)
2. Investir dans l'éducation aux droits humains ou le renforcement des capacités (sur le terrain, dans les écoles, auprès des jeunes, etc.)
3. Utiliser une communication reposant sur des informations factuelles (fondées sur des recherches)

Groupes d'opinion

Pour cette question de l'enquête, on distingue deux groupes d'opinion. Le groupe A (composé de 202 participant-e-s) a la particularité de considérer que la **langue relative aux droits humains n'est plus d'actualité** et que nous avons besoin de moins de jargon (juridique) et de plus d'humanité. Le groupe B (352 participant-e-s) se caractérise par son désaccord avec le point précédent, tout en admettant la nécessité de communiquer sur les problèmes, mais aussi sur les solutions.

Points de consensus

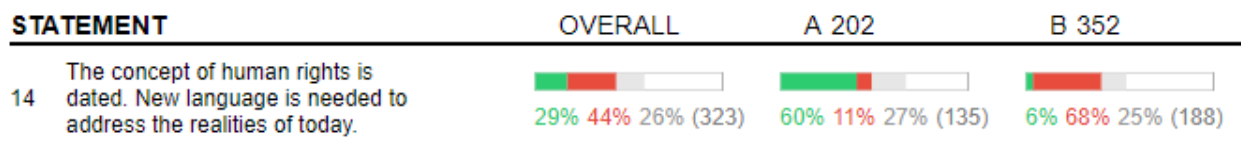
L'affirmation qui a bénéficié du plus large consensus de la part des participant-e-s était « **toujours être correct et bien renseigné, ne pas tomber dans les fausses informations et les discours populistes faciles destinés à émouvoir** ». Sur 164 votant-e-s, 81 % étaient d'accord avec cette affirmation, 1 % n'était pas d'accord et 17 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s. Un autre point de consensus était « **discuter avec les écoles et les communautés locales, se servir de communication narrative/de récits de changement pour montrer ce qui a marché/les réussites** », qui a recueilli les votes de 157 personnes (81 % d'accord, 1 % pas d'accord et 17 % qui ne se prononcent pas ou ne sont pas sûres).

En revanche, deux affirmations principales relatives au changement des discours et des mentalités ont été désapprouvées par la majorité des participant-e-s. La première était « **ce n'est pas possible** ». Sur les

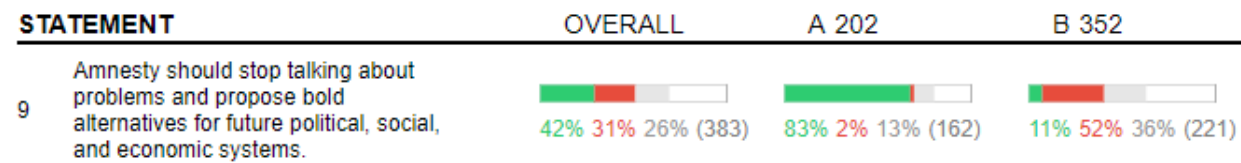
86 personnes qui ont voté, 3 % étaient d'accord avec cette affirmation, 56 % n'étaient pas d'accord et 39 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. La deuxième affirmation était « *Amnesty devrait se concentrer sur l'éducation aux droits humains pour les groupes fortunés et privilégiés afin de constituer une élite éclairée pour l'avenir.* » Sur les 141 personnes votantes, 18 % étaient d'accord, 52 % pas d'accord et 29 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

Points de désaccord

Pour cette question, deux affirmations se dégagent clairement parmi les plus controversées. Tout d'abord : « **Le concept de droits humains est daté. Un nouveau langage est nécessaire pour faire face aux réalités actuelles.** » Sur les 323 personnes qui ont voté, 29 % étaient d'accord, 44 % pas d'accord et 26 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. L'autre affirmation, sur laquelle 383 participant·e·s ont voté, était « **Amnesty devrait cesser de parler des problèmes et proposer des solutions alternatives audacieuses pour les futurs systèmes politiques, sociaux et économiques** » (42 % d'accord, 31 % pas d'accord et 26 % ne se sont pas prononcé·e·s ou n'étaient pas sûr·e·s). Ces affirmations controversées sont étroitement liées à la répartition par groupes d'opinion, comme on peut le voir sur l'image ci-dessous en observant les groupes A et B.



AFFIRMATION	TOTAL	A 202	B 352
Le concept de droits humains est daté. Un nouveau langage est nécessaire pour faire face aux réalités actuelles.	29 % 44 % 26 % (323)	60 % 11 % 27 % (135)	6 % 68 % 25 % (188)



AFFIRMATION	TOTAL	A 202	B 352
Amnesty devrait cesser de parler des problèmes et proposer des solutions alternatives audacieuses pour les futurs systèmes politiques, sociaux et économiques.	42 % 31 % 26 % (383)	83 % 2 % 13 % (162)	11 % 52 % 36 % (221)

Figure 5 : affirmations les plus controversées en réponse à la question « changer les discours et les mentalités », avec les groupes d'opinion (A, B)

3. Un mouvement et des partenariats plus forts

8 895
voix exprimées

204
affirmations
formulées

La question posée aux participant·e·s dans l'enquête mondiale était : **comment Amnesty peut renforcer son mouvement et devenir un meilleur partenaire ?** Les participant·e·s ont été invité·e·s à se demander *comment Amnesty International peut devenir un mouvement plus grand, plus audacieux et plus inclusif, qui soutienne plus efficacement le changement social.* Pour cette question, 403 personnes ont participé et voté 8 895 fois. Au total, 204 affirmations ont été formulées avant d'être soumises au vote.

Principaux thèmes

En regroupant toutes les affirmations par thèmes, les trois thèmes suivants émergent :

1. Créer des partenariats locaux et mondiaux sélectionnés en fonction de leurs objectifs communs.
2. Disposer d'une mission et d'une stratégie mondiale claires pour mieux établir l'ordre des priorités.
3. Investir dans le renforcement des capacités et l'éducation aux droits humains (militant·e·s locaux·ales, jeunes, médias, membres, etc.)

Groupes d'opinion

Pour cette conversation, les trois groupes d'opinion sont moins distincts. Le groupe A, composé de 40 participant·e·s, se caractérise par son désaccord avec l'idée selon laquelle il faudrait se concentrer sur les **prisonniers et prisonnières d'opinion** pour renforcer le mouvement. La particularité du groupe d'opinion B (53 participant·e·s) est d'approuver l'affirmation selon laquelle nous devrions rester fidèles à notre mission de défense des droits humains, sans soutenir d'autres mouvements. Toutefois, le groupe d'opinion majoritaire est le groupe C (155 participant·e·s), qui accepte de participer à des partenariats avec d'autres institutions reposant sur leurs membres et de fournir de l'aide et des ressources à d'autres mouvements. On peut approfondir la réflexion sur ces groupes d'opinion en se penchant sur les points qui ont suscité le plus de désaccords et sur ceux pour lesquels le consensus était le plus large.

Points de consensus

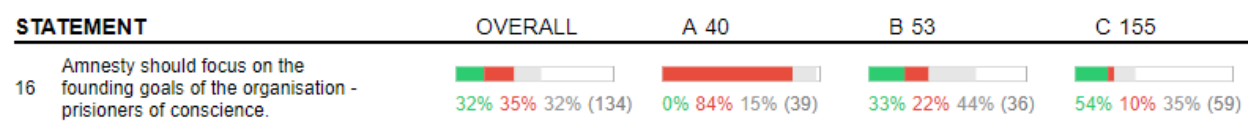
Pour cette question de l'enquête, trois affirmations ont été approuvées par la plupart des participant·e·s. Premièrement, « *Amnesty devrait établir un **programme conjoint** avec d'autres organisations afin d'identifier et de réaliser des objectifs communs (impact collectif)* ». Sur les 119 personnes votantes, 74 % étaient d'accord avec cette affirmation, 3 % n'étaient pas d'accord et 21 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. De même, un consensus s'est dégagé autour de l'affirmation selon laquelle « *Amnesty devrait **faire connaître son impact** aux membres ou les impliquer dans l'analyse* » (sur les 128 personnes qui ont voté, 72 % étaient d'accord, 1 % pas d'accord et 25 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres). La dernière affirmation sur laquelle la majorité est tombée d'accord était : « *Nous devons envisager de **former des partenariats avec des organisations non traditionnelles de défense des droits humains** – syndicats, groupes environnementaux – sans que cela nuise à nos missions clés et à la marque.* » Sur les 82 personnes qui ont donné leur avis, 70 % étaient d'accord avec cette affirmation, 4 % n'étaient pas d'accord et 24 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

Parmi les autres points de consensus, certaines affirmations ont été désapprouvées par la majorité des participant·e·s. C'est le cas pour l'affirmation suivante : « *Amnesty est **trop concentrée sur les droits des***

habitant-e-s des pays du Sud » (90 participant-e-s, dont 6 % étaient d'accord, 57 % n'étaient pas d'accord et 35 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s). Cette autre affirmation a également été désapprouvée par la majorité : « **Amnesty est en faillite morale et devrait se concentrer sur sa situation interne avant de s'intéresser à l'extérieur.** » Sur les 81 personnes votantes, 7 % étaient d'accord avec cette affirmation et 60 % n'étaient pas d'accord (32 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres).

Points de désaccord

Pour cette question de l'enquête, trois points de désaccord se dégagent. Le premier, pour lequel les opinions étaient équitablement réparties, concerne l'affirmation « **Amnesty devrait se concentrer sur sa thématique première : les prisonniers et prisonnières d'opinion.** » Sur les 134 personnes qui ont voté, 32 % étaient d'accord, 35 % pas d'accord et 32 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.



AFFIRMATION	TOTAL	A 40	B 53	C 155
Amnesty devrait se concentrer sur sa thématique première : les prisonniers et prisonnières d'opinion.	32 % 35 % 32 % (134)	0 % 84 % 15 % (139)	33 % 22 % 44 % (36)	54 % 10 % 35 % (59)

Figure 6 : affirmations les plus controversées en réponse à la question « un mouvement et des partenariats plus forts », avec trois groupes d'opinion (A, B, C)

Une autre affirmation, sur laquelle 147 personnes se sont exprimées par vote, a fait l'objet de désaccords : « **Les membres d'Amnesty devraient pouvoir lancer de manière indépendante des campagnes et des actions qui sont pertinentes dans leur contexte local.** » En effet, 42 % étaient d'accord, 28 % n'étaient pas d'accord, et 29 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. La dernière affirmation controversée est la suivante : « **Amnesty devrait prendre du recul et utiliser des ressources pour soutenir et créer d'autres mouvements citoyens, au travers du transfert de compétences, de ressources et d'infrastructures.** » Sur les 162 personnes ont donné leur avis concernant cette affirmation, 40 % étaient d'accord, 23 % n'étaient pas d'accord et 35 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

4. Accroître la diversité et l'intégration

11 377
voix exprimées

248
affirmations formulées

La question posée dans l'enquête était : **comment Amnesty peut devenir plus diversifiée et ouverte ?** Les participant-e-s étaient invité-e-s à répondre à des questions comme : *comment Amnesty International peut-elle devenir une organisation qui séduise une grande diversité de personnes de toutes les origines ethniques et toutes les classes sociales, de tout genre et de tout âge, et de bien d'autres caractéristiques encore ? Que peut faire Amnesty International pour que les gens se sentent concernés ?* Quatre cent quarante-trois personnes ont participé et 248 affirmations ont été formulées. Ces affirmations ont recueilli 11 377 votes de la part de ce groupe.

Principaux thèmes

En regroupant les 248 affirmations par thèmes, quatre thèmes incluant la plupart des affirmations se dégagent :

1. Accessibilité et clarté (de la langue, des campagnes, de la recherche, de la présence internationale, etc.)
2. Culture organisationnelle interne (mise en avant de la diversité, fonctionnement eurocentré, etc.)
3. Recrutement des bénévoles et du personnel
4. Travail sur le soutien aux groupes les plus marginalisés

Groupes d'opinion

Pour cette question de l'enquête, deux groupes d'opinion très distincts ont émergé autour de trois questions : l'application de **quotas** ; le fait de se concentrer sur des problèmes qui touchent les personnes pauvres et **marginalisées** ; et la réduction du **recrutement** de personnes titulaires de masters. Le groupe d'opinion A (52 participant-e-s) est défavorable aux trois thèmes mentionnés ci-dessus, tandis que le groupe majoritaire (groupe B, comptant 237 participant-e-s) y est favorable. Cela se reflète aussi dans les points de désaccord.

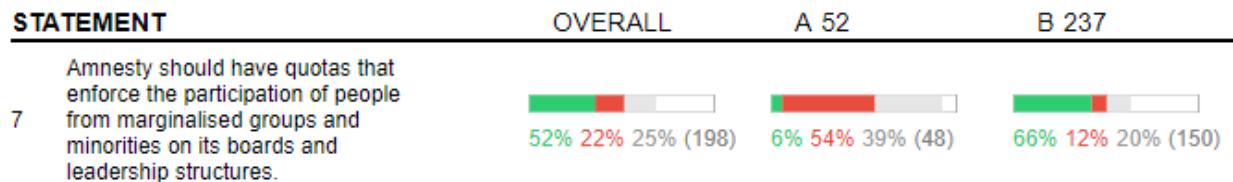
Points de consensus

Pour cette question de l'enquête, la plupart des participant-e-s étaient d'accord avec trois affirmations. Tout d'abord, les participant-e-s convenaient que « *le personnel devrait suivre une **formation obligatoire sur l'intégration et la diversité**, expliquant notamment comment respecter les différences culturelles et la neurodiversité* » (sur 117 personnes votantes, 72 % étaient d'accord, 7 % n'étaient pas d'accord et 19 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres). La majorité était également d'accord avec l'affirmation suivante : « *Amnesty devrait rendre ses **recherches plus accessibles** à des personnes présentant des degrés d'éducation variés* ». Sur les 101 personnes qui ont voté, 78 % étaient d'accord, 3 % pas d'accord et 17 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. Une affirmation similaire a aussi été approuvée par nombre de participant-e-s : « *le matériel et le langage utilisés par Amnesty doivent être pleinement compréhensibles, surtout par les personnes qui n'ont pas accès à Internet* » ; sur les 141 personnes qui ont voté, 71 % étaient d'accord, 4 % pas d'accord et 24 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

Pour cette question de l'enquête, seule une affirmation a été désapprouvée par la majorité des participant-e-s : « *établir des accords stratégiques ou rédiger des déclarations d'intention au sujet de la coopération avec des partis politiques dans un pays* » (sur 82 votant-e-s, 8 % étaient d'accord, 41 % pas d'accord et 50 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s). Cette affirmation est semblable à celles reçues en réponse à la question « influencer et interpellier le pouvoir », sauf que la majorité du groupe ne s'est pas prononcée ici, peut-être parce qu'elle estimait que l'affirmation n'était pas en lien avec la question. Il n'en reste pas moins que le pourcentage des personnes qui n'étaient pas d'accord était largement plus important que celles qui étaient d'accord.

Points de désaccord

Cette question a donné lieu à trois points de désaccord, qui étaient aussi étroitement liés aux divers groupes d'opinion. Le premier concernait l'affirmation : « *Amnesty devrait avoir des **quotas** permettant de garantir la participation de personnes issues de groupes marginalisés et de minorités au sein de ses organes exécutifs et de ses structures de direction.* » Sur les 198 personnes qui ont voté, 52 % étaient d'accord, 22 % pas d'accord et 25 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

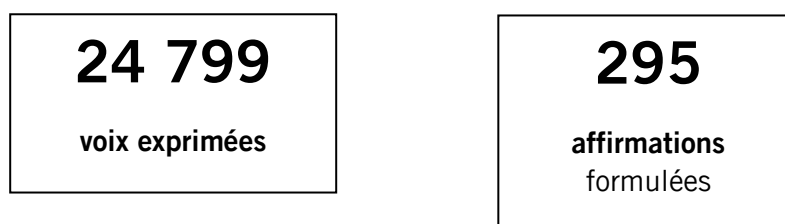


AFFIRMATION	TOTAL	A 52	B 237
Amnesty devrait avoir des quotas permettant de garantir la participation de personnes issues de groupes marginalisés et de minorités au sein de ses organes exécutifs et de ses structures de direction.	52 % 22 % 25 % (198)	6 % 54 % 39 % (48)	66 % 12 % 20 % (150)

Figure 7 : affirmations les plus controversées en réponse à la question « diversité et intégration », avec deux groupes d'opinion distincts (A, B)

Les deux autres points de désaccord concernaient « *Amnesty devrait être plus humble. Véhiculer cette image d'organisation de défense des droits humains la plus prestigieuse n'est pas vraiment bénéfique* » (sur 136 personnes votantes, 38 % étaient d'accord, 27 % n'étaient pas d'accord et 33 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres) et « *Amnesty devrait embaucher moins de titulaires de masters et privilégier le militantisme et l'expérience sur le terrain !* » Sur les 180 personnes qui ont donné leur avis concernant cette dernière affirmation, 48 % environ étaient d'accord, 21 % n'étaient pas d'accord et 29 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

5. La valeur ajoutée d'Amnesty International



La dernière question de l'enquête mondiale – **quelle devrait être la valeur ajoutée d'Amnesty ?** – a suscité **de nombreuses réactions**. Pour cette question, 775 participant-e-s ont formulé 295 affirmations et ont voté 24 799 fois, soit le plus grand nombre de réactions sur l'ensemble des cinq questions. Les participant-e-s étaient invité-e-s à répondre aux questions suivantes : *à l'avenir, dans quels domaines de travail Amnesty International devrait-elle jouer un rôle de figure de proue ou soutenir les autres, et quels domaines devrait-elle abandonner ? Pourquoi ? En quoi Amnesty International devra-t-elle se démarquer à l'avenir ?*

Principaux thèmes

En regroupant l'ensemble des affirmations par thèmes relatifs à la valeur ajoutée d'Amnesty, on observe que cinq thèmes reviennent le plus souvent. Les thèmes les plus fréquents étaient :

1. Le changement climatique
2. La recherche
3. Le renforcement des capacités ou l'éducation aux droits humains pour les jeunes, les militant-e-s, les membres, la société civile, etc.
4. Le travail de campagne et de mobilisation

5. Les prisonniers et prisonnières d'opinion

Groupes d'opinion

Les participant-e-s à cette question de l'enquête se répartissent en deux groupes d'opinions relativement distincts autour d'un thème : le **changement climatique**. L'un des groupes d'opinion est largement plus important que l'autre. Le groupe d'opinion A (71 participant-e-s) se caractérise par le fait que ses participant-e-s désapprouvent toutes les affirmations relatives au travail sur le changement climatique. Le groupe majoritaire, le groupe d'opinion B comptant 423 participant-e-s, estime au contraire que nous devons travailler sur le changement climatique. On retrouve cette répartition dans les points de désaccord.

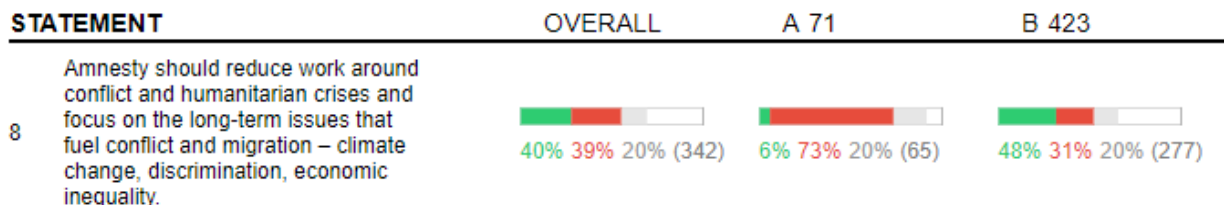
Points de consensus

Il existe trois domaines avec lesquels la majorité des participant-e-s étaient d'accord. Tout d'abord : « *La valeur ajoutée d'Amnesty se trouve dans son **travail de recherche indépendant, apolitique et solide** sur les violations des droits humains à travers le monde.* » Sur les 2 016 personnes qui ont voté, 80 % étaient d'accord, 4 % pas d'accord et 15 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. Cette affirmation similaire, quoique légèrement différente, a également été approuvée par la majorité : « *Amnesty devrait mener des recherches dénonçant les atteintes aux droits humains **en collaboration avec des organisations locales de la société civile.*** » Sur les 181 personnes qui ont donné leur avis concernant cette affirmation, 80 % étaient d'accord, 4 % n'étaient pas d'accord et 15 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. Le dernier domaine approuvé par la majorité des participant-e-s était : « *Amnesty ne doit **jamais cesser de travailler en faveur des personnes en danger.** Ce sont les récits personnels qui galvanisent notre base.* » Sur les 153 personnes qui ont voté, 82 % étaient d'accord, 4 % n'étaient pas d'accord et 13 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres. Cet élément est particulièrement intéressant, parce que pour la question « *un mouvement et des partenariats plus forts* », l'idée de revenir à la thématique première de l'organisation – les prisonniers et prisonnières d'opinion – constitue un point de désaccord. Cela montre que nous devrions peut-être faire évoluer notre travail sur les personnes en danger pour ne pas nous limiter aux prisonniers d'opinion.

Par ailleurs, trois affirmations ont été désapprouvées par la majorité des participant-e-s. Elles portaient sur le travail de campagne relatif aux sujets LGBTI+, le travail sur la justice internationale et l'écriture de lettres. L'une de ces affirmations était : « *Amnesty devrait **renoncer au travail de campagne sur les questions LGBTI** étant donné que d'autres organisations peuvent réaliser un travail de meilleure qualité et plus spécifique.* » Sur 159 votant-e-s, 12 % étaient d'accord, 57 % pas d'accord et 30 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s. Autre point sur lequel la majorité des participant-e-s n'étaient pas d'accord, « *Amnesty devrait **renoncer à mener un travail préventif sur la justice internationale** – et se contenter de suivre ce sujet en réaction aux événements* ». Sur les 168 participant-e-s, 11 % étaient d'accord, 56 % n'étaient pas d'accord et 32 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s. La dernière affirmation désapprouvée par la majorité des participant-e-s était : « *Amnesty devrait **abandonner progressivement l'écriture de lettres.*** » Sur les 138 personnes qui ont voté, 20 % étaient d'accord, 50 % pas d'accord et 29 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

Points de désaccord

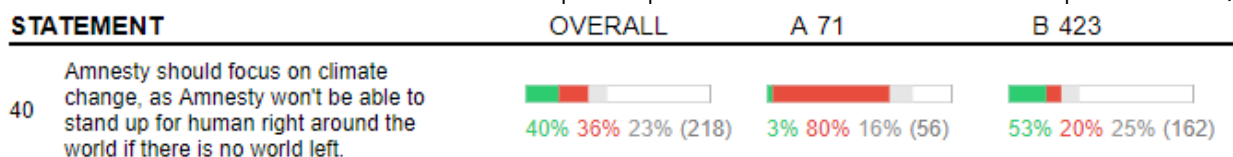
Concernant la valeur ajoutée d'Amnesty, trois points de désaccord ont émergé en lien avec les sujets suivants : la réduction du travail sur les crises, l'orientation sur le changement climatique et la dénonciation des entreprises. La première affirmation controversée était : « *Amnesty devrait **travailler moins sur les conflits et les crises humanitaires et se concentrer davantage sur les problématiques à long terme qui alimentent les conflits et les flux migratoires – changement climatique, discrimination, inégalités économiques.*** » Sur les 342 personnes qui ont voté, 40 % étaient d'accord, 39 % pas d'accord et 20 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.



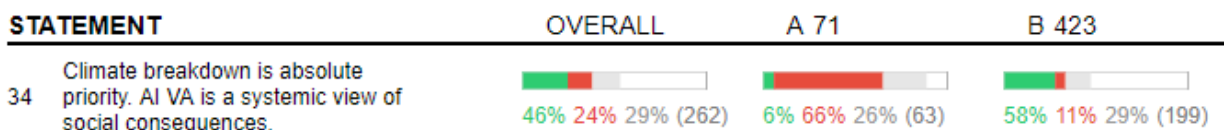
AFFIRMATION	TOTAL	A 71	B 423
Amnesty devrait travailler moins sur les conflits et les crises humanitaires et se concentrer davantage sur les problématiques à long terme qui alimentent les conflits et les flux migratoires – changement climatique, discrimination, inégalités économiques.	40 % 39 % 20 % (342)	6 % 73 % 20 % (65)	48 % 31 % 20 % (277)

Figure 8 : affirmations les plus controversées en réponse à la question « valeur ajoutée », avec deux groupes d'opinion (A, B)

Le changement climatique constituait un autre point de désaccord. Les affirmations qui le montrent sont : « **Amnesty devrait se concentrer sur le changement climatique car elle ne pourra pas se battre pour les droits humains à travers le monde s'il n'y a plus de planète** » (sur 218 votant-e-s, 40 % étaient d'accord, 36 % n'étaient pas d'accord et 23 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s), ainsi que « **Le dérèglement climatique est une priorité absolue. La valeur ajoutée d'AI [Amnesty International] est son point de vue systémique sur les conséquences sociales** » (sur 262 votant-e-s, 46 % étaient d'accord, 24 % pas d'accord et 29 % ne se sont pas prononcé-e-s ou n'étaient pas sûr-e-s).



AFFIRMATION	TOTAL	A 71	B 423
Amnesty devrait se concentrer sur le changement climatique car elle ne pourra pas se battre pour les droits humains à travers le monde s'il n'y a plus de planète.	40 % 36 % 23 % (218)	3 % 80 % 16 % (56)	53 % 20 % 25 % (162)



AFFIRMATION	TOTAL	A 71	B 423
Le dérèglement climatique est une priorité absolue. La valeur ajoutée d'AI est son point de vue systémique sur les conséquences sociales.	46 % 24 % 29 % (262)	6 % 66 % 26 % (63)	58 % 11 % 29 % (199)

Figure 9 : affirmations controversées concernant le changement climatique en réponse à la question « valeur ajoutée », avec deux groupes d'opinion (A, B)

D'autres affirmations relatives au changement climatique n'ont pas obtenu autant de votes, mais la distinction entre les groupes d'opinion était néanmoins très évidente. Enfin, la dernière affirmation controversée était : « **Rendre public et dénoncer les sociétés et les personnes fortunées qui réalisent des profits considérables sans contribuer équitablement par l'impôt.** » Sur les 204 personnes qui ont voté, 45 % étaient d'accord, 27 % pas d'accord et 27 % ne se sont pas prononcées ou n'étaient pas sûres.

Annexe. Rapports automatisés de Pol.is

L'outil Pol.is génère automatiquement des rapports interactifs en fonction de toutes les affirmations formulées par question et des tendances de vote. Si vous voulez examiner les données de plus près, veuillez sélectionner les rapports correspondants ci-dessous (en anglais) :

- [Influencer et déstabiliser le pouvoir](#)
- [Changer les discours et les mentalités](#)
- [Un mouvement et des partenariats plus forts](#)
- [Accroître la diversité et l'intégration](#)
- [La valeur ajoutée d'Amnesty International](#)

Annexe. Vote sur l'enquête lors de l'Assemblée mondiale 2019

L'enquête préliminaire a été présentée lors de l'Assemblée mondiale 2019 – l'organe de décision d'Amnesty International. Dans le cadre de cet exercice, certaines des affirmations les plus controversées ont été communiquées puis soumises à un vote en direct. Les résultats du scrutin en direct sont disponibles ci-dessous (bleu = d'accord, jaune = pas d'accord, vert = pas sûr-e). Bien qu'il s'agisse d'une source initiale qui n'a pas été intégrée dans l'analyse de l'enquête, il est intéressant d'observer quelles idées sont plus facilement acceptées lorsqu'on interroge la direction bénévole de notre organisation. De ce point de vue, les affirmations suivantes méritent notre attention :

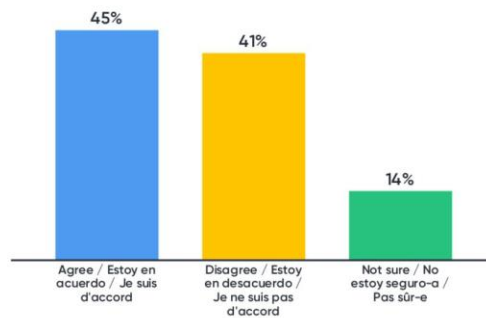
- *Amnesty devrait créer de nouvelles institutions mondiales démocratiques contrôlées directement par le peuple* : 73 % pas d'accord et seulement 12 % d'accord.
- *Amnesty devrait cesser de parler des problèmes et proposer des solutions alternatives audacieuses pour les futurs systèmes politiques, sociaux et économiques* : 66 % des participant-e-s étaient d'accord et 24 % pas d'accord.
- *Les membres d'Amnesty devraient pouvoir lancer de manière indépendante des campagnes et des actions qui sont pertinentes dans leur contexte local* : 64 % d'accord et 25 % pas d'accord.
- *Amnesty devrait avoir des quotas permettant de garantir la participation de personnes issues de groupes marginalisés et de minorités au sein de ses organes exécutifs et de ses structures de direction* : 63 % d'accord et 26 % pas d'accord.

Ce vote lors de l'Assemblée mondiale a été utilisé comme validation des résultats préliminaires et ne doit en aucun cas être considéré comme une prise de décision.



The concept of human rights is dated. New language is needed to address the realities of today

Mentimeter

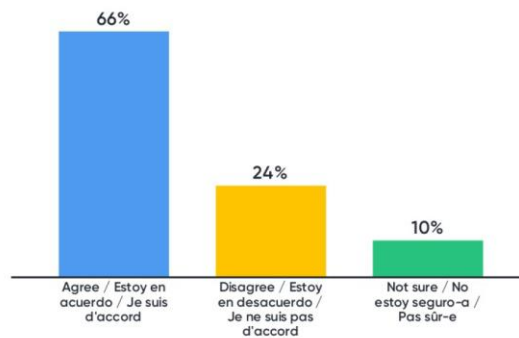


176

Le concept de droits humains est daté. Un nouveau langage est nécessaire pour faire face aux réalités actuelles

Amnesty should stop talking about problems and propose bold alternatives for future political, social, and economic systems

Mentimeter



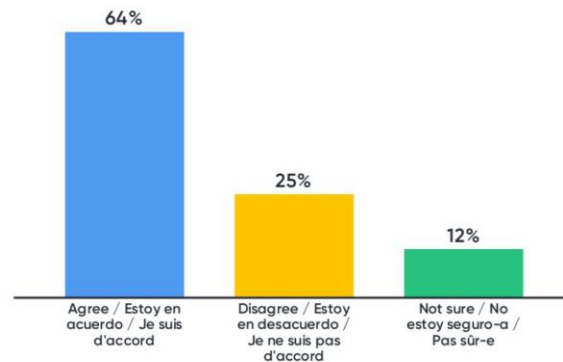
184

Amnesty devrait cesser de parler des problèmes et proposer des solutions alternatives audacieuses pour les futurs systèmes politiques, sociaux et économiques



Amnesty members should be able to independently start their own campaigns and actions that are relevant to their local contexts

Mentimeter

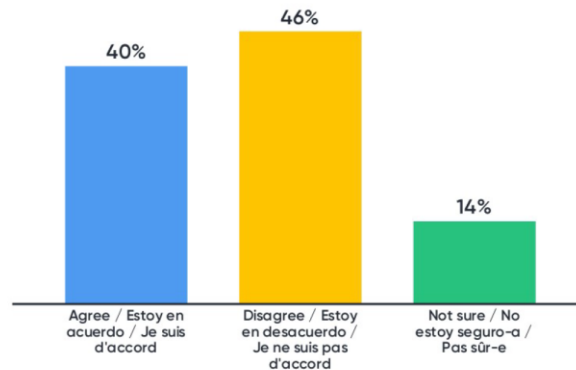


190

Les membres d'Amnesty devraient pouvoir lancer de manière indépendante des campagnes et des actions qui sont pertinentes dans leur contexte local

Amnesty should step back and use its resources to support and build other grassroots movements – through transferring skills, resources and infrast

Mentimeter

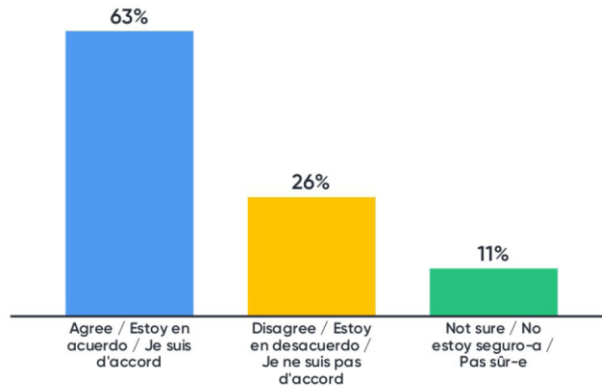


187

Amnesty devrait prendre du recul et utiliser des ressources pour soutenir et créer d'autres mouvements citoyens, au travers du transfert de compétences, de ressources et d'infrastructures

Amnesty should have quotas that enforce the participation of people from marginalized groups and minorities on its boards and leadership structures

Mentimeter

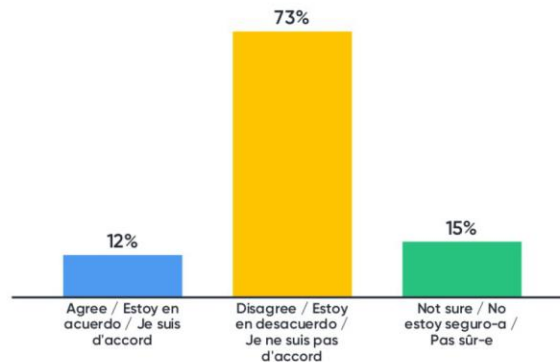


190

Amnesty devrait avoir des quotas permettant de garantir la participation de personnes issues de groupes marginalisés et de minorités au sein de ses organes exécutifs et de ses structures de direction

Amnesty should create new global democratic institutions controlled directly by the people

Mentimeter

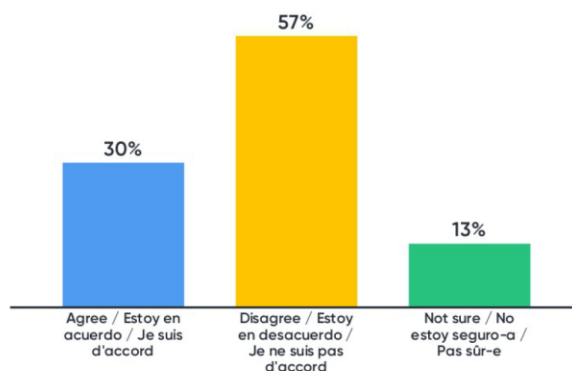


190

Amnesty devrait créer de nouvelles institutions mondiales démocratiques contrôlées directement par le peuple

Amnesty should work with political parties as it does with other organizations: collaborate on certain things but not others

Mentimeter

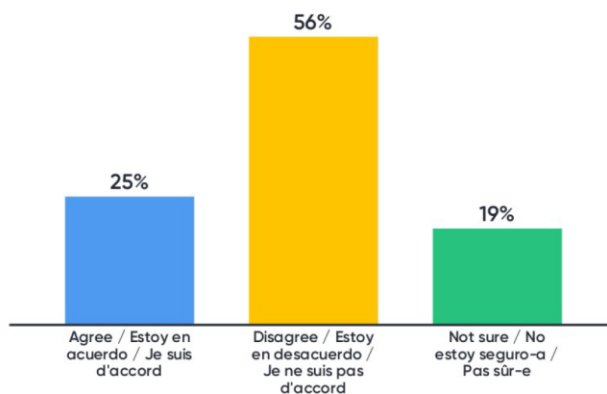


189

Amnesty devrait travailler avec des partis politiques comme elle le fait avec d'autres organisations : en collaborant dans certains domaines uniquement

Amnesty should reduce work around conflict and humanitarian crisis and focus on long-term issues that fuel conflict and migration – climate change,

Mentimeter

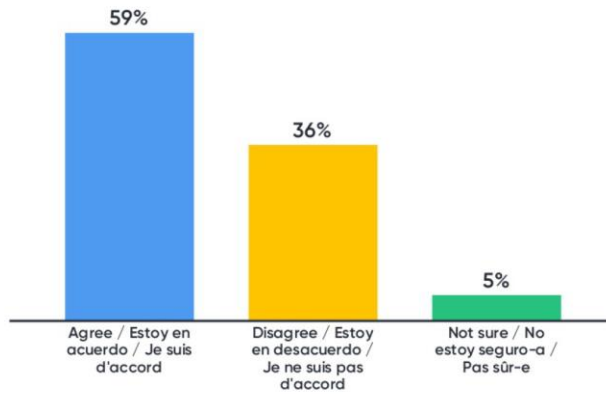


192

Amnesty devrait travailler moins sur les conflits et les crises humanitaires et se concentrer davantage sur les problématiques à long terme qui alimentent les conflits et les flux migratoires – changement climatique, discrimination, inégalités économiques

Amnesty should focus on climate change, as Amnesty won't be able to stand up for human right around the world if there is no world left

Mentimeter

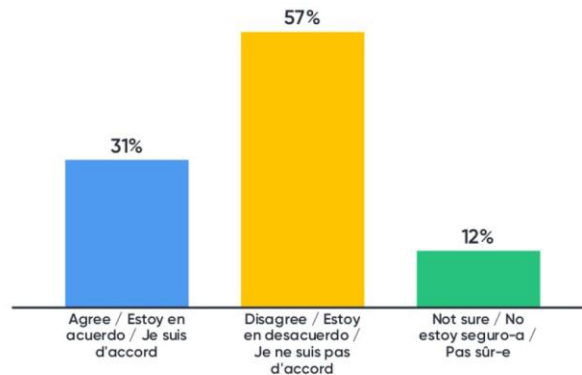


192

Amnesty devrait se concentrer sur le changement climatique car elle ne pourra pas se battre pour les droits humains à travers le monde s'il n'y a plus de planète

Amnesty should focus on its founding goals – prisoners of conscience

Mentimeter



195

Amnesty devrait se concentrer sur sa thématique première : les prisonniers et prisonnières d'opinion